
titre: Les Etats-Uniens nos copains

auteur: subversive.eu date: 17-03-2021

Depuis 2011, Nord Stream 1 sert l'Europe en gaz russe via la baltique et l'Allemagne. La demande Européenne augmentant, Nord Stream 2 doit relier la Russie et l'Allemagne, tracé de 1230 km, permettant de doubler l'approvisionnement.

Introduction

Remettons tous les points à plat pour avoir une vue d'ensemble.



Par rapport au droit international, les pays concernés par le tracé (soit le tracé passe par leur zone et/ou leur eaux territoriales) sont Russie (118km), Finlande (369km), Suède (482km), Danemark (149km), Allemagne (66km).

Concernant les capacités et les distances, il n'y a pas de sources fiables ou précises, toutes affirmes des distances et des capacités différentes...

Il y a 3 parties terrestres à prendre en compte :

- La partie Russe (sans encombre car le droit extraterritorial états-uniens (E-U) ne s'applique pas. Qui achemine le gaz du <u>gisement de Chtokman</u> vers la baltique terminal de Vyborg.
- La partie allemande, donc de la Baltique vers <u>le terminal de Lubmin</u>.
- L'autre partie allemande qui répartira le gaz vers les pays voisins et sa consommation nationale.

La Russie gagne car elle vend le gaz, elle a toujours la main sur le robinet et la rente. L'Allemagne gagne aussi, car elle aura les centres de redistribution européen sur son territoire. Autant dire qu'elle a aussi les robinets vers les pays européens, chose a ne pas négliger.

L'Europe de manière globale pourrait y gagner avec un certain angle de vue, du gaz moins cher à l'achat, une zone stable de la provenance du gaz donc pas de risques d'approvisionnement. Une diversification des sources, autres qua l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Les États-Unis d'Amérique, eux, perdent car ils ne vendent rien, l'ensemble des capitaux investis dans le projet sont russes ou européens, ils perdent une place de marché immense qui s'appelle l'Europe.

Ainsi, nous allons voir l'extraordinaire capacité États-uniennes à s'ingérer sur le territoire des Européens, à piétiner notre souveraineté!

Il faut bien comprendre qu'a l'heure actuelle, ils ont ciblé le gazoduc de la baltique, reliant <u>Vyborg</u> à <u>Lubmin</u>.

Il y a probablement d'autres raisons derrière ce déchainement.

Notes importantes

Considérez:

- En 2018, la Russie livre 48% du gaz Européen.
- L'Europe est déjà embourbée dans un délicat jeu, où elle doit gérer ses approvisionnements, via méthanier avec du GNL (Gaz de roche mère) provenant des E-U, ou en finançant des projets comme Yamal-Europe, Northstream 1 et 2, Turkistream.
- L'Europe est assez facile à diviser car elle joue double entre souveraineté des États membres et souveraineté Européenne.
- Depuis 2009 et 2018, les États-Unis sont respectivement, premier producteur de gaz devant la Russie et premier producteur de pétrole devant l'Arabie-Saoudite. Ainsi après avoir comblé leur marché intérieur, les multinationales E-U peuvent se lancer à l'étranger. Or qui consomme le plus ? Les plus riches... l'Europe.

Concernant l'influence.

- Allemagne, pays cadre de l'OTAN, possédant la gestion des bombes atomiques E-U, il serait dommageable de les voir dépendant du gaz russe pour Washington.
- L'Allemagne doit faire un choix, soit les E-U soit les Russes. Mais l'Europe pourrait très bien continuer de jongler.

En parlant d'influence, actuellement la majorité du gaz russe pour l'Europe passe par l'Ukraine. Et quand on regarde l'ingérence permanente des E-U pour y établir une russophobie, on se doute bien que si l'Ukraine perd sa capacité à fermer les robinets, les E-U ne l'admettront pas.

- Côté russe, l'Europe est leur principal client de gaz (90% du gaz part en Europe en 2016), donc la Russie apprécierai que l'Europe (comme premier partenaire commercial), le reste et assure la rente gazière. L'Asie est un marché complexe à forte concurrence (ex-républiques soviétiques).

Stratégie des États-unis

Leurs sanctions suivent une graduation constante, exponentielle, et sont constantes à faire rêver tous les pays. Au fur et à mesure que le projet avance, les sanctions sont plus fortes, plus ciblées, plus lourdes de conséquences.

Tout à commencé sous Obama en 2014, à l'époque, la Russie venait de "capturer" la Crimée, et donc les premières sanctions E-U tombaient déjà, préparant le terrain pour les suivantes.

En 2017, depuis l'administration Trump, les sanctions sont de plus en plus terribles, alors que tout le monde le présente comme un guignol. Le guignol, votre copain, nous a infligé une ingérence dont personne n'a réellement pris conscience..

Objectifs

4 ans de sanctions et de traques sans relâche. Ici l'objectif est clair, mettre un terme au projet ET entraver le développement du secteur de l'énergie Russe.

Isoler l'Europe vers les E-U, qui est une conséquence, mais du coup, comme tout le monde calcule les conséquences, cela est probablement voulu sinon cela aurait pris fin.

Les sanctions

Les trains de sanctions ciblent des hommes politiques russes, des hommes d'affaires russes, des entreprises russes et européennes dans le secteur de l'énergie, des restrictions financières, et le secteur stratégique de la défense.

L'enchaînement

Le consortium russo-européen signe le lancement du projet en Avril 2017 et confirme l'accord de financement.

Tout s'emballe donc en 2017, lorsque le consortium pose le premier kilomètre de tube, la course contre la montre s'engage. Les russes sont obligés de travailler avec des entreprises chinoises pour parer les sanctions E-U sur la liquéfaction, l'extraction en milieu polaire, donc les E-U ne vont pas trop s'attarder dessus, connaissant l'inefficacité des sanctions.

Sous Trump, dès Septembre 2017, 4 mois après la signature des accords, les premières sanctions tombent avec <u>Countering America's Adversaries Through</u> Sanctions Act (CAATSA) sans viser explicitement Nord Stream 2.

En 2018, <u>Trump critique NordStream 2 au Sommet de l'OTAN</u>, ceci signifiant clairement une menace vers l'Europe et la Russie de stopper leurs ambitions.

Ceci sera le lancement, et l'officialisation de "l'agression" E-U.

Le petit train

Niveau 1

- Cible : Allseas (société suisse).
- Date: Décembre 2019.
- Services : Bateau de pose des tubes.
- Objectifs : Sans bateau de pose, pas de tube -> pas de gazoduc.
- Sources: Protecting Europe's Energy Security Act of 2019 (PEESA)
- Raison publique : Protéger la sécurité énergétique européenne

- Application : Extraterritorialité de leur droit sur une société européenne, sur le territoire européen. (C'est la première fois et cela a fonctionné).
- Résultat : <u>La société abandonne le projet par peur de représailles en Décembre</u> 2019.

Niveau 2

- Cible : Sociétés Russes liées de près ou de loin au projet Nord Stream 2.
- Date : Juillet 2020.
- Services : Bateau de pose de tubes, le projet repart en Décembre 2020.
- Objectifs : Anticiper les affirmations Russes comme quoi ils finiront le projet quoi qu'il advienne.
- Sources: Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA).
- Raison publique : Protéger la sécurité énergétique européenne
- Application : <u>Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompéo annonce le durcissement des sanctions</u>. Il implémente Nord Stream 2 dans la loi de 2017. Ils ont bien fait d'anticiper <u>la société russe KVT-RUS se fait attraper</u>.
- Résultat : A cette date il reste 120km dans les eaux danoises et 30km dans les eaux allemandes. Le projet est l'arrêt pendant 1 an, le temps que Gazprom trouve de nouveaux partenaires ou se débrouille seul.

Niveau 3

- Cible : les sociétés en assistances de bateaux de pose.
- Date: Janvier 2021
- Services : Logistique en mer, transport maritime, soudure, ...
- Objectifs : Cibler les activités de support à la pose de canalisation.
- sources:
 - Expansion des Sanctions
 - Modifications et amélioration des CAATSA et PEESA
 - Accentuations des sanctions
- Raison publique : Protéger la sécurité énergétique européenne
- Application : Ils isolent les bateaux russes, en leur empêchant tous les services logistiques dont dépendent ces bateaux.
- Résultat : Le groupe norvégien de certification <u>DNV GL se retire début Janvier 2021</u>, et le groupe <u>Zurich Insurance Group jette lui aussi l'éponge</u>.

Analyse du petit train

- Sanctions chirugicales et pressions redoutables.
- La peur des investisseurs européens et étrangers face au sanctions entrainant leur retrait du projet.
- Manque de protection des législations européennes.
- Manque de courage politique européen ou complicité ou problème de capacité cognitives.
- Le champ de déploiement des sanctions s'adapte et anticipe les solutions de l'adversaire.
- Preuve que l'extraterritorialité est une arme de guerre économique sans précédents.
- L'Allemagne résiste, son point fort reste la psychologie économique allemande.

Attaque psychologique sur la société allemande

Afin d'en finir avec ce gazoduc, les E-U vont utiliser les affaires Skripal et Nalvany, on se concentrera sur la dernière.

L'utilisation habituelle des E-U dénonçant des violations des droits de l'Homme dans un pays qui leur ait cible.

En Aout 2020, Nalvany est transporté vers l'Allemagne depuis un hôpital russe. Problème : si les russes l'avaient voulu, ils auraient très bien pu empêcher cela.. Il n'y a pas de zone de non droit en Russie. *Curieux* donc de savoir qui l'a aidé a fuir.. Cinema-for-Peace.. à suivre et à enquêter.

Mais le mal est fait, Nalvany en Allemagne va être utilisé pour dénoncer les violations des droits de l'Homme en Russie.. Et donc faire de la Russie un partenaire commercial indigne, Qui oserait acheter de l'énergie a un pays ne respectant pas les droits de ces citoyens ? Ainsi donc va la presse allemande.

Mais comment un pays comme la Russie, peut-il louper de cette manière autant d'assassinat d'opposant politique ? Alors que beaucoup de traîtres meurent sans faire de bruit dans la presse ? Affaire de 2006 au césium 137 (mort), affaire d'un commandant tchétchène à Berlin (mort balle dans la tête). Et en fouillant, l'on en retrouverai encore. Comprenez donc que si quelqu'un trahi la Russie, il sera assassiné, donc si il ne meurt pas, alors il n'a pas trahi la Russie.

Curieux de connaître a qui appartient la presse allemande ?.

Autres moyens de pression

Écologie

Le lobbying écologique à Bruxelles, il faut savoir que c'est parfaitement légal pour l'Europe, mais pas en Allemagne.

Il est envisageable de voir l'Allemagne saboter elle même ce projet en utilisant ces raisons écologiques pour ne pas perdre la face face à sa population, aux russes et états-uniens.

Divisions internes

Les autres pays européens ont-ils vraiment envi de voir l'Allemagne devenir le hub européen du gaz ? Avec une rente à vie et la main sur le robinet ?

Ambitions

La principale cible des états-uniens sont les gisements gaziers arctiques de Yamal et Gydan. L'objectif Russe est de diversifier ses offres (moyens de livraison) et d'augmenter la production car l'Europe produit moins mais consomme toujours autant. De plus être indépendants sur les technologies en milieu polaire pour des exploitations offshore.

L'Europe est tout à fait capable de continuer le projet comme sur le gazoduc sibérien de 1982. Par contre c'est bien la première fois que leur droits s'applique sur le notre...

Conclusion

Que font nos représentants ? Que vont penser les autres nations du monde et surtout la Russie ? Comment peut-elle encore nous voir comme un partenaire fiable quand un pays étranger gère nos politiques stratégiques énergétiques ?

Pour penser plus loin

On remarque un changement notable d'attitude de la diplomatie Russe en ce début 2021, on note une absence de répartie, ils ne répondent plus comme avant, ils semblent ne plus riposter publiquement ?

Ils semblent lassés des euro-nouilles. Exemple avec les bombardements ukrainien sur le Donbass, où la Russie reste d'un extrême calme et d'une patience d'ange.

Concernant le gazoduc russo-turque, pour l'instant aucune forme pression depuis plus d'un an sur la Turquie, à suivre.

Sources

- Quand les E-U menaces publiquement les sociétés européennes sur le territoire européen..
- <u>Influence de la presse allemande</u>
- Ostpolitik
- Cinema-for-Peace dans l'affaire Nalvany